La force juridique des notices, guidelines, circulaires et FAQ de la MAS

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

L'instrument qui déroute le plus les lecteurs étrangers est la MAS Notice. Une notice est une directive écrite adressée par la MAS (Monetary Authority of Singapore, l'autorité monétaire et de surveillance financière), en vertu d'un pouvoir légal, à une catégorie d'établissements financiers. Comme ce pouvoir est légal, la notice lie juridiquement les établissements auxquels elle s'applique. Une infraction constitue soit une infraction pénale, soit un motif de mesure prudentielle, selon la disposition habilitante. La MAS Notice PSN02 relative à la prévention du blanchiment d'argent et à la lutte contre le financement du terrorisme applicable aux prestataires de services de digital payment tokens en est l'exemple le plus clair dans cet ouvrage. Édictée en vertu du Payment Services Act 2019, elle a force de règlement pour tout titulaire de licence entrant dans son champ d'application.[1]

Les guidelines sont d'une autre nature. La MAS les décrit comme énonçant des principes ou des normes de bonnes pratiques qui encadrent la conduite des établissements. Elles ne sont pas juridiquement contraignantes, mais la MAS indique que leur degré de respect est pris en compte dans son évaluation des risques de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

l'établissement et pour déterminer si une personne est « fit and proper » (honorable et compétente). En pratique, un titulaire de licence qui s'en écarte sans motif documenté attire l'attention de l'autorité de surveillance et, dans le cadre d'une demande de licence, s'expose à un refus. Deux séries de guidelines régissent l'activité de détail de tout titulaire d'une licence DPT, bien qu'aucune n'ait force de loi. Les Guidelines on Provision of Digital Payment Token Services to the Public (PS-G02) du 17 janvier 2022 restreignent la commercialisation auprès du public. Les Guidelines on Consumer Protection Measures by Digital Payment Token Service Providers (PS-G03), révisées le 19 septembre 2024, régissent l'accès des consommateurs et la conduite des affaires.[2] La partie K, chapitre III en examine le contenu.

Les circulaires communiquent à un groupe d'établissements des attentes prudentielles ou des informations administratives et ne sont pas contraignantes. Les FAQ, que la MAS publie pour le Payment Services Act et le Securities and Futures Act, n'ont aucune force juridique. Elles sont néanmoins le moyen le plus rapide de savoir comment la MAS lit une définition ambiguë, et une position prise dans une FAQ est une position que la MAS n'abandonnera pas facilement. Les codes, tels que le Code on Collective Investment Schemes, ne sont pas légaux dans leur forme, mais acquièrent du mordant par les conditions de licence et par l'obligation légale des gestionnaires de fonds de s'y conformer. Enfin, la MAS impose des conditions de licence à chaque titulaire individuellement. Ces conditions lient ce titulaire en vertu de la loi.

Instrument	Fondement	Contraignant ?	Conséquence d'une violation	Équivalent suisse
Act	Parlement	Oui	Infraction ou sanction civile selon la loi	Loi fédérale
Regulations	Ministre ou MAS en vertu de la loi habilitante	Oui	Selon la loi	Ordonnance du Conseil fédéral

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Instrument	Fondement	Contraignant ?	Conséquence d'une violation	Équivalent suisse
Notice	MAS en vertu de la loi habilitante	Oui, pour les destinataires	Infraction ou mesure prudentielle	Ordonnance de la FINMA
Guidelines	MAS, sans pouvoir spécifique requis	Non, mais leur respect est évalué	Attention prudentielle, doutes sur l'honorabilité (fit and proper)	Circulaire FINMA
Circulaire	MAS	Non	Attente prudentielle	Communication FINMA sur la surveillance
FAQ	MAS	Non	Indique l'interprétation	FAQ de la FINMA
Condition de licence	MAS, à l'égard du titulaire individuel	Oui	Retrait, injonctions	Condition d'autorisation de la FINMA

Le lecteur suisse constatera que la hiérarchie est, sur le fond, identique à la hiérarchie suisse décrite dans la partie C, chapitre I. La principale différence tient au volume et à la vitesse. La MAS édicte rapidement notices et guidelines, souvent après une consultation de six à huit semaines et une réponse aux commentaires qui expose son raisonnement paragraphe par paragraphe. Elle les révise ensuite sans délai législatif. Un responsable de la conformité qui gère à la fois une affiliation à un OAR zougois et une licence de Major Payment Institution (MPI) à Singapour doit suivre deux cibles mouvantes, dont la cible singapourienne est la plus rapide.

Liste de contrôle

Avant de vous fonder sur une règle singapourienne dans un dossier d'actifs numériques, vérifiez cinq points. - La loi est citée sous sa dénomination de l'édition révisée 2020 et les numéros de section sont à jour, ce qui a été vérifié sur Singapore Statutes Online avec la fonction « point-in-time » réglée sur la date pertinente. - La

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

disposition est en vigueur, ce que confirme la notification d'entrée en vigueur, car plusieurs parties du Financial Services and Markets Act 2022 et plusieurs modifications du Payment Services Act 2019 sont entrées en vigueur des années après leur adoption. - Toute MAS Notice invoquée est la version en vigueur à la date pertinente ; les notices sont révisées et la date de révision figure en page de couverture. - Toute MAS Guideline est identifiée par son code (PS-G02, PS-G03) et sa date de révision, et son caractère non contraignant est bien compris. - L'arrêt de principe est cité par sa citation neutre et son numéro de paragraphe, et sa ratio est distinguée de ses obiter dicta.

Notes

1. MAS Notice PSN02, « Prevention of Money Laundering and Countering the Financing of Terrorism – Holders of Payment Services Licence (Digital Payment Token Service) », édictée pour la première fois le 5 décembre 2019 et révisée depuis, en vertu du Payment Services Act 2019 ; voir partie L, chapitres I et II. ↩
2. MAS Guidelines PS-G02 du 17 janvier 2022 selon Allen & Gledhill, « MAS issues guidelines on the provision of digital payment token services to general public » (26 janvier 2022) ; MAS Guidelines PS-G03 telles que révisées le 19 septembre 2024, avec effet échelonné au 4 octobre 2024 et au 19 juin 2025, selon Allen & Gledhill, « MAS issues revised guidelines on provision of consumer protection safeguards by digital payment token service providers ». ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.